|  |
| --- |
| Benoît LÉVESQUE  Sociologue, professeur au département de sociologie de l’UQAM  (1998)  “La CSN et l’économie sociale : de prometteur à entrepreneur.”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Benoît Lévesque

“***La CSN et l’économie sociale : de prometteur à entrepreneur***.”

In ouvrage sous la direction de Yves Bélanger et Robert Comeau, **La CSN. 75 ans d’action syndicale et sociale**, pp. 239-245. Québec : Les Presses de l’Université du Québec, 1998, 335 pp.

[M. Bélanger nous a accordé le 22 mai 2005 l’autorisation de diffuser en libre accès libre à tous l’ensemble de ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]

 Courriel : Yves Bélanger : [belanger.yves@uqam.ca](mailto:belanger.yves@uqam.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

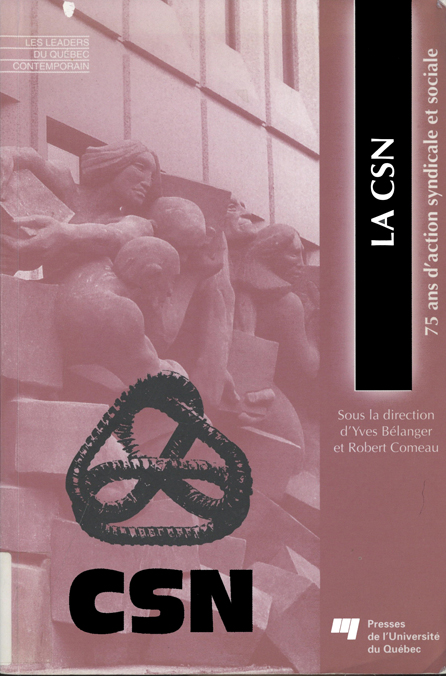
Édition numérique réalisée le 13 juin 2024 à Chicoutimi, Québec.



Benoît LÉVESQUE

Sociologue, professeur au département de sociologie de l’UQAM

“La CSN et l’économie sociale :  
de prometteur à entrepreneur.”



In ouvrage sous la direction de Yves Bélanger et Robert Comeau, **La CSN. 75 ans d’action syndicale et sociale**, pp. 239-245. Québec : Les Presses de l’Université du Québec, 1998, 335 pp.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[239]

**La CSN. 75 ans d’action syndicale et sociale**

**TROISIÈME PARTIE***Quel syndicalisme pour aujourd’hui ?*

“La CSN et l’économie sociale :  
de promoteur à entrepreneur [[1]](#footnote-1) ?”

Benoît LÉVESQUE

Comment caractériser les rapports entre la CSN, le « mouvement coopératif » et, plus largement, les entreprises relevant de l’économie sociale ? Un examen de l’histoire de la CSN (la Confédération des travailleurs catholiques du Canada jusqu’en 1960) permet d’avancer au moins à titre d’hypothèses : 1) qu’elle a toujours été très proche, pour ne pas dire « amoureuse » [[2]](#footnote-2), du mouvement coopératif et des initiatives d’économie sociale ; 2) que ses rapports avec le mouvement coopératif sont passés de la complémentarité à la proposition d’un projet alternatif à partir du milieu des années 1960 ; 3) que depuis quelques années, elle est partie prenante de la nouvelle économie sociale, comme en témoignent, entre autres, la création de Fond'*action* et sa contribution au chantier de l’économie sociale.

Origine commune et complémentarité des formules

Les premiers syndicats catholiques et les premières caisses populaires émergent à peu près à la même époque, soit entre 1901 et 1907 [[3]](#footnote-3). Mais plus que cette simultanéité temporelle, la coopération et le syndicalisme sont portés par des [240] forces sociales où le poids et l’idéologie de l’Église joue un rôle déterminant. Dans le cas de la CTCC comme dans celui des caisses populaires Desjardins, on y retrouve un projet social inspiré par la doctrine sociale de l’Église (Léon XIII et Pie X) et par le catholicisme social français et belge, à travers le mouvement d’action sociale catholique. Dans cette visée, seuls les Canadiens [[4]](#footnote-4) catholiques, et principalement francophones, peuvent être concrètement membres à part entière du syndicalisme catholique [[5]](#footnote-5) et des caisses populaires Desjardins (et cela jusqu’au début des années 1960). Ce refus de la neutralité religieuse s’opposait au libéralisme pour lequel la morale et *a fortiori* la religion n’avaient rien à voir avec l’économie. Enfin, dans les deux cas, on retrouve un projet de « défense de la communauté traditionnellement religieuse et canadienne-française, communauté menacée par les soubresauts sociaux et économiques du passage du Canada français d’une société traditionnelle à une société proto-industrielle [[6]](#footnote-6) ». D’où le thème de la reconstruction sociale et d’un nationalisme (plus canadien que québécois) souvent qualifié de survivance.

La complémentarité du syndicalisme et de la coopération qui est périodiquement affirmée entre 1921 et 1961 sera d’abord celle existant entre la production et la consommation [[7]](#footnote-7). Dès son premier congrès en 1921, la CTCC adopte une résolution où l’exécutif est chargé de voir à la mise sur pied d’une fédération des coopératives, étant donné « qu’il existe des coopératives dans presque toutes les villes où il y a des syndicats catholiques et nationaux » [[8]](#footnote-8). Le troisième congrès, celui de 1923, insiste sur le fait que, si les organisations syndicales sont « nécessaires et efficaces pour procurer un salaire raisonnable à l’ouvrier », il faut tout de même encourager les coopératives de consommation puisque les « efforts d’augmentation de salaire sont paralysés par la hausse du coût de la vie » [[9]](#footnote-9). De 1937 à 1947, l’âge d’or de la coopération selon plusieurs, [241] la CTCC est plus présente que jamais. Outre la promotion des caisses et des coopératives de consommation, elle s’engage dans des projets d’habitations ouvrières, dont celui des cités-jardins en 1939, dans une réflexion sur les assurances sociales, dans la formation de cercles d’études pour la diffusion des principes de la coopération [[10]](#footnote-10), ans la mise sur pied de comptoirs d’achat dans les conseils centraux. Enfin, la participation de la CTCC au Conseil supérieur de la coopération, fondé par le père Georges-Henri Lévesque en 1939, montre bien que la centrale est alors partie prenante du mouvement coopératif et reconnue comme telle.

De la complémentarité à la proposition  
d’un projet alternatif

L’élaboration d’un projet coopératif alternatif et les conflits de travail dans les coopératives syndiquées nuanceront considérablement l’idée de la complémentarité avec les entreprises coopératives telles qu’elles existent. Au début des années 1960, l’endettement apparaît comme une grave menace pour les travailleurs et les classes populaires. Dans cette optique, la CSN met sur pied un Service du budget familial et des bureaux régionaux qui donneront naissance aux Associations coopératives d’économie familiale (ACEF) en 1965. Dans le but de défendre les travailleurs sur le front de la consommation (et donc dans le cadre du Deuxième front initié en 1968) comme sur celui du travail, les syndiqués de la CSN sont invités à « incorporer la coopération à l’ensemble du système de lutte » étant donné l’importance de la domination économique. Plus concrètement encore, ils sont invités à s’approprier la coopération en accélérant les processus de formation des caisses d’économie dans les entreprises, en militant dans les caisses populaires Desjardins pour en renouveler l’esprit et le comportement, en favorisant la formation de coopératives de consommation et en renforçant les contacts avec le mouvement coopératif [[11]](#footnote-11).

Sous l’inspiration d’André Laurin, la CSN s’engage à cette époque dans la promotion d’un projet coopératif que l’on pourrait qualifier d’alternatif, dans la mesure où il vise la transformation de la société dans le sens d’un socialisme dit démocratique. Ce projet suppose la revitalisation de la démocratie dans les coopératives existantes et la mise sur pied de nouvelles coopératives, telles des caisses d’épargne et de crédit dans les entreprises. La Caisse d’économie des travailleuses et des travailleurs de Québec (CSN) constitue l’idéal-type de cette nouvelle forme de coopération. Quelques années plus tard, André Laurin [242] avouera qu’à la CSN « on a toujours été amoureux du Mouvement Desjardins » mais « qu’on voulait qu’il soit pur, qu’il soit ce qu’il est supposé être : le plus beau socialisme du peuple qu’on puisse trouver » [[12]](#footnote-12). Mais, au début des années 1970, même la Fédération des caisses d’économie (et *a fortiori* le Mouvement Desjardins) était critique par rapport à ce projet qualifié de « trop communiste ». André Laurin ajoutait : « Mon rêve, c’était de faire un réseau complet par conseil central [où] chaque caisse d’économie aurait été la banque qui financerait les grèves du mouvement, qui financerait tous les besoins du mouvement » syndical.

Du point de vue des relations de travail dans les coopératives syndiquées, le début des années 1970 constitue un tournant, comme l’indique la montée des conflits de travail [[13]](#footnote-13). Au début de 1970, on pouvait compter une vingtaine de coopératives du secteur agro-alimentaire (syndiquées surtout CSN) et un nombre à peu près égal de caisses populaires (également à la CSN) [[14]](#footnote-14). Très rapidement, les conflits de travail auront tendance à être aussi et parfois même plus durs que dans les entreprises capitalistes. Dans une brochure de la Fédération des employés de commerce (CSN), il est écrit que « non seulement la Coopérative fédérée est capitaliste, mais [que] c’est un des pires employeurs capitalistes ». Entre 1983 et 1986, la durée des conflits dans les coopératives où l’on retrouvait un syndicat était de 17 % à 23 % supérieure à la moyenne des autres entreprises syndiquées [[15]](#footnote-15). Comme nous avons pu le montrer ailleurs, la participation des travailleurs constitue l’angle mort des coopératives, notamment [243] des coopératives de consommation [[16]](#footnote-16). D’une part, la législation coopérative ne fait aucune place aux employés, alors que leur participation dans la gestion est même vue comme une menace à la démocratie des usagers. D’autre part, les travailleurs ont généralement des attentes beaucoup plus élevées pour les coopératives que pour les autres formes d’entreprises, de sorte que les relations de travail demeurent relativement harmonieuses, qu’en autant que la coopérative affirme clairement sa mission sociale, notamment dans le milieu où elle évolue.

Comme le manifeste bien la démarche initiée par le congrès de 1974, la coopération tend à être évaluée sous l’angle de la transition au socialisme [[17]](#footnote-17). C’est ce que confirme également le rapport du groupe de travail créé en 1979. Il y est écrit que « les discussions se sont polarisées autour de deux conceptions du coopératisme : l’une y voyant une formule de par son essence même socialiste et l’autre y voyant plutôt une formule juridique qui épouse les objectifs du système dans lequel elle évolue » [[18]](#footnote-18). Dans le contexte de radicalisation de la centrale, la seconde conception s’impose dans les années qui suivent, de sorte que les syndicats (au moins ceux de la CSN) auront désormais tendance à considérer les grandes coopératives comme bourgeoises et capitalistes. Cette analyse est d’ailleurs justifiée par le fait que « la taille des actifs [des coopératives], les méthodes de gestion, l’objectif de rentabilité, le contrôle d’une partie significative de l’activité économique du Québec et le rôle joué dans l’exploitation directe des travailleurs québécois » ne diffèrent pas des entreprises capitalistes [[19]](#footnote-19). De ce point de vue, les entreprises coopératives sont des entreprises capitalistes comme les autres.

Recherche d’un partenariat avec les coopératives  
et promotion de la nouvelle économie sociale

La récession du début des années 1980 et surtout les remises en question qui s’ensuivent, entraînent une nouvelle vision des anciennes coopératives et de [244] la nouvelle économie sociale qui a émergé à partir du milieu des années 1970 [[20]](#footnote-20). Au niveau des relations du travail, certaines coopératives agricoles semblent avoir réussi à adopter des modes de gestion comparables à ceux des entreprises capitalistes les plus innovatrices. Dans les caisses populaires, la décade des années 1980 est marquée par de nombreux conflits [[21]](#footnote-21) alors que la reconnaissance syndicale semble plus difficile, notamment dans certaines fédérations où le paternalisme continue de prévaloir. Dans une telle conjoncture, les relations entre la CSN et le mouvement coopératif se pose de plus en plus en termes de démocratisation des rapports de travail et d’un contrôle québécois sur l’emploi. Dans cette visée, l’entreprise coopérative a un avantage que lui procure son statut juridique et notamment son mode de propriété et son fonctionnement démocratique.

En ce qui concerne aussi bien la « vieille » économie sociale que la nouvelle, deux documents complémentaires, l’un paru en 1995 sur l’économie solidaire [[22]](#footnote-22) et l’autre en 1996 sur les outils collectifs [[23]](#footnote-23), permettent d’entrevoir ce que pourrait être la stratégie de la CSN pour les années à venir. Le premier laisse bien voir que la CSN, à partir de ses propres entreprises, tente de s’inscrire en partenariat avec les entreprises coopératives traditionnelles et nouvelles. Ainsi, le Fond *action* lui permet de développer, dès maintenant, des partenariats avec des entreprises et des institutions telles la SSQ Vie, Batirente, les Caisses d’économie, la Fédération des caisses d’économie, la Fiducie Desjardins, la SDI, sans oublier l’ensemble du réseau coopératif à travers le Conseil de la coopération du Québec, les Coopératives de développement régional, le groupe de consultation pour le maintien et la création d’emplois, la Fondation d’éducation à la coopération, les divers regroupements des coopératives et l’ensemble des composantes de l’économie sociale. Ce maillage dans lequel s’inscrit maintenant la CSN est le résultat d’une dizaine d’années d’engagement ferme dans le dossier de la réorganisation du travail où la centrale a décidé de « prendre les devants ». Ce projet donne un sens nouveau à celui esquissé il y a plus de vingt ans par André Laurin. En effet, il s’agit moins de construire un espace économique complètement séparé du capitalisme que de contribuer à la transformation de ce dernier dans le sens d’une « économie sociale [245] de marché » (soit la reconnaissance du marché à condition qu’il soit régi par des règles plutôt que par une concurrence sans aucune limite).

Le deuxième dossier, celui de l’économie solidaire, est sans doute plus avancé sur le terrain qu’au niveau des positions de la centrale. Si l’idée de prendre le devant dans la démocratisation du travail dans le secteur privé a fait son chemin, le débat sur la réorganisation du travail dans le secteur public est loin d’être aussi avancé. Dans cette visée, tout débat sur la nouvelle économie sociale ouvre sur celui de la rationalisation et de la réorganisation du travail dans le secteur public. Pour le moment, l’option de la CSN pour la nouvelle économie sociale implique le non-transfert d’emplois du secteur public vers le secteur de l’économie sociale. Cette position n’a évidemment de sens que comme base de négociation car autrement cela signifierait qu’il est interdit de repenser les rapports entre les secteurs publics et d’économie sociale. Ce dernier n’aurait alors comme champ d’activité que les nouveaux besoins non satisfaits. Il faut reconnaître ici que le problème est sans doute moins celui de l’économie sociale comme telle que celui d’un secteur d’activité qui avait échappé jusqu’ici aussi bien aux contraintes économiques qu’aux nouvelles demandes sociales, dont celle de la démocratisation.

[332]

Benoît Lévesque

Benoît Lévesque est professeur au département de sociologie de l’UQAM. Il est actuellement président du Centre interuniversitaire de recherche et d’information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada). Depuis plusieurs années, il est coordonnateur du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats (CRISES). Il est spécialiste en économie sociale et du mouvement coopératif. Il a de plus occupé les fonctions d’organisateur lors du colloque sur les leaders du Québec contemporain de 1996 sur le Mouvement Desjardins.

1. Ce texte repose sur une recherche en archives réalisée par Patrick Pilotte qui prépare un mémoire de maîtrise sur le sujet. [↑](#footnote-ref-1)
2. Lors d’une entrevue réalisée en 1981, André Laurin avoua qu’à la CSN «on a toujours été amoureux du Mouvement Desjardins. » André Laurin, entrevue réalisée par Jean-Louis Martel et Delmas Lévesque, « Mouvement syndical, mouvement coopératif et mouvement associatif dans les années 60: les synergies d’une époque », *Coopératives et Développement,* vol. 27, nos 1-2 (1995-1996), p. 116. [↑](#footnote-ref-2)
3. Il est question du syndicalisme catholique pour la première fois en 1901 avec Mgr Bégin alors que la première caisse populaire démarre en 1900. Le premier syndicat catholique est fondé en 1907 à Chicoutimi alors que les caisses populaires sont reconnues juridiquement en 1906. La Confédération des travailleurs catholiques du Canada est fondée en 1921 lors d’un congrès des unions nationales catholiques tenu à Hull alors que la première union régionale (aujourd’hui fédération) des caisses populaires est fondée en 1920. Voir Louis-Marie TREMBLAY, « L’influence extragène en matière de direction syndicale au Canada et au Québec », dans Fernand HARVEY, *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec,* Montréal, Éditions Boréal Express, 1973, p. 217. Également Pierre POULIN, *Histoire du Mouvement Desjardins,* Montréal, Québec/Amérique, 1990, tome I. [↑](#footnote-ref-3)
4. Pour la CTCC, il faut nuancer cette affirmation puisque les historiens ont clairement établi que le clergé catholique a mis sur pied des syndicats confessionnels pour des motifs religieux et non ethniques. Voir les travaux entre autres de Jacques Rouillard que nous remercions pour nous avoir signalé cette dimension. Cela s’applique moins au mouvement des caisses populaires qui étaient d’ailleurs en désaccord avec le Père Georges-Henri Lévesque sur la question de la déconfessionnalisation des coopératives. D’où leur entrée très tardive au Conseil supérieur de la coopération. [↑](#footnote-ref-4)
5. Entre 1956 et 1960, la CTCC, devenue CSN, se « présente formellement comme une organisation syndicale chrétienne, mais indépendante de l’influence cléricale. » Louis-Marie TREMBLAY, « L’influence extragène en matière de direction syndicale au Canada », dans Fernand HARVEY, *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, op. cit.* p. 219. [↑](#footnote-ref-5)
6. Louis MAHEU, « Problème social et naissance du syndicalisme catholique » dans Fernand HARVEY, *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, op. cit.,* p. 134. [↑](#footnote-ref-6)
7. *Rapport de la présidence,* 30e Congrès de la CTCC, 1951, p. 39. [↑](#footnote-ref-7)
8. Rés. n° 38, CTCC, 1er Congrès, *Procès-verbal,* 1921. [↑](#footnote-ref-8)
9. Rés. n° 2, CTCC, 3e Congrès, *Procès-verbal,* 1923. [↑](#footnote-ref-9)
10. Telle que promulguée par l’Université d’Antigonish et le Collège supérieur d’agriculture de Sainte-Anne de La Pocatière. Voir le Congrès de la fédération nationale catholique des employés de pulperies et papeteries, 1931, p. 137. [↑](#footnote-ref-10)
11. Ginette GALARNEAU, *Premiers éléments de discussion pour le Comité de travail sur le développement coopératif,* Montréal, Secrétariat d’action politique (CSN), 1979, 11 p. [↑](#footnote-ref-11)
12. André LAURIN, entrevue réalisé par Jean-Louis Martel et Delmas Lévesque en 1981, « Mouvement syndical, mouvement coopératif et mouvement associatif dans les années 1960 : les synergies d’une époque », *Coopératives et Développement,* vol. 27, nos 1-2 (1995-1996), p. 116. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les employés de la Coopérative laitière de Granby se syndicalisent en 1945 à la CTCC mais ce n’est qu’en 1957 que les relations deviendront tendues alors qu’ils revendiquent la réduction de la semaine de travail avec pleine compensation et augmentation de salaire. Une grève générale d'un mois et demi est déclenchée fin janvier 1958. Claude BEAUCHAMP, *Agropur. Cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du canton de Granby,* 1938-1988, Montréal, Boréal, 1988, 187 sq. La syndicalisation des employés des coopératives est relativement récente puisqu’on 1988, 83% des unités syndicales ne l’étaient que depuis 1975. Jean-Paul GRAVEL et André MERCIER, *Portrait du syndicalisme dans les coopératives au Québec: résultats préliminaires.* Sherbrooke, 1RECUS, Université de Sherbrooke, 1988. [↑](#footnote-ref-13)
14. Jean-Paul GRAVEL et André MERCIER, *op. cit.,* p. 21. Pour les caisses populaires, voir D. BRUNELLE, Y. BÉLANGER, B. LÉVESQUE et S. MELANÇON, *Le Mouvement Desjardins. L’institution financière et les relations de travail au Saguenay—Lac-Saint-Jean et à Montréal,* UQAM, 1989, p. 105. [↑](#footnote-ref-14)
15. Service d’action politique (CSN), *La coopérative fédérée est capitaliste,* Montréal, Fédération des employés de commerce, 1974, p. 3 et 8. [↑](#footnote-ref-15)
16. Benoît LÉVESQUE, « Coopération et syndicalisme. Le cas des relations du travail dans les caisses populaires Desjardins», *Relations industrielles,* vol. 46, n° 1 (1991), p. 13-45. [↑](#footnote-ref-16)
17. Benoît LÉVESQUE, « Coopératives et socialisme au Québec», *Interventions en économie politique,* n° 6, 1981, p. 193-210. Voir aussi Robert JASMIN, « La coopérative : un instrument possible de la voie socialiste », *Possibles,* vol. 2, n°4, mars 1976. [↑](#footnote-ref-17)
18. Bilan du groupe de travail sur les coopératives, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, janvier 1980, p. 3. Voir aussi Mario DUMAIS, « Notes de recherche ». Coopératives et capitalisme, *Revue d’histoire de l'Amérique française,* vol. 29, n° 4, mars 1976, p. 555. [↑](#footnote-ref-18)
19. Pierre FOURNIER, « Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise », dans P. FOURNIER (dir.), *Le capitalisme au Québec,* Montréal, Albert Saint-Martin, 1978, p. 137-181. <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.fop.nou> [↑](#footnote-ref-19)
20. Benoît LÉVESQUE et Marie-Claire MALO, « L’économie sociale au Québec, une notion méconnue, une réalité économique importante », dans J. DEFOURNY et J. L. MONZON CAMPOS (dir.), *Économie sociale entre économie capitaliste et économie publique,* Bruxelles, De Boeck Université, 1992. [↑](#footnote-ref-20)
21. Relevons la grève de trois mois en 1981 dans certaines caisses de la région de Montréal et de sept mois dans dix-sept caisses dans cette même région en 1985. [↑](#footnote-ref-21)
22. François AUBRY et Jean CHAREST, *Développer l'économie solidaire. Éléments d’orientation,* Montréal, Service de recherche CSN, octobre 1995. [↑](#footnote-ref-22)
23. Gérald LAROSE, *Nos outils collectifs,* Montréal, mai 1996 (présentation). [↑](#footnote-ref-23)